

Le Français  
07.02.13

# Les professions libérales courtisées

## L'UNAPL veut être reconnue comme organisation patronale représentative.

YANN LE GALÈS

**ENTREPRENEURS** Les professions libérales, qui emploient 2,6 millions de personnes, sont décidées à être considérées comme des acteurs à part entière dans le débat économique et social.

Et comptent bien saisir la fenêtre de tir que l'exécutif pourrait ouvrir lors de la nouvelle conférence sociale de juillet.

« Jean-Marc Ayrault me paraît décidé à mettre en œuvre la promesse du candidat François Hollande de changer la représentation patronale », confie David Gordon-Krief, le président de l'UNAPL (Union nationale des professions libérales). Avec à la clé, la possibilité pour son organisation qui regroupe 65 syndicats et associations, d'être enfin reconnue comme représentative au même titre que le Medef, la CGPME et l'UPA. Ce dossier, sensible, fera l'objet d'après négociations avec le Medef. « Ils ont intérêt à se mettre d'accord car nous n'hésiterons pas à imposer une réforme s'ils ne parviennent rapidement à un compromis acceptable », confirme d'ailleurs un proche du premier ministre.

Longtemps ignorés, les professionnels libéraux sont depuis peu courtisés par les gouvernements de droite et de gauche. « Ils ont compris que nous étions des entrepreneurs », affirme David Gordon-Krief. Malgré la crise, nous avons créé 200 000 emplois nets entre 2010 et 2012, joué un rôle clé dans la vitalité des territoires en acceptant de payer davantage pour la formation de leurs collaborateurs. » Le secteur a également défendu ses droits.

Parfois avec succès. « Nous avons obtenu en mars 2012 une définition claire et légale des professions libérales, se félicite-t-il. Cela a permis de réduire le déficit de notre caisse de retraite provoquée par l'adhésion de personnes n'ayant rien à voir avec les professions libérales comme les autoentrepreneurs. »

Mais parfois sans effet. « Le plafonnement à 7 chevaux du barème kilométrique pour évaluer les frais de déplacement est injuste et pénalise les infirmières ou les vétérinaires de montagne qui ont besoin de voitures plus puissantes pour aller chez leurs clients »,

s'indigne David Gordon-Krief qui en chiffre le coût à plusieurs milliers d'euros par an pour des professions qui ne roulent pas toutes sur l'or.

### Pas de deuxième mandat

Ces combats, David Gordon-Krief ne les mènera pas lui-même. Après trois ans passés aux commandes de l'UNAPL, il passe aujourd'hui la main à Michel Chassang, l'ex-patron de la Confédération des syndicats médicaux français, pour se consacrer à la politique - il s'est présenté aux législatives en Gironde en juin sous étiquette UMP. Et pourtant, l'avocat aurait pu remplir. « J'ai choisi de ne pas demander le renouvellement de mon mandat alors que l'UNAPL a voté en décembre la possibilité pour le président d'en réaliser un deuxième, avoue-t-il. J'ai pris cette décision car il est nécessaire que les organisations se renouvellent. » Une différence avec le Medef dont la présidente, Laurence Parisot, a demandé une réforme des statuts qui lui permettrait, si elle était décidée, de rester deux ans de plus à son poste... ■

202,4  
milliards d'euros  
Chiffre d'affaires  
des professions  
libérales